Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

55 | 2017

Les écoles du peuple à l'ère des révolutions
(1815-1880)

De l'éducation attrayante à l'instruction pour tous

Les fouriéristes et l'enseignement du peuple (des années 1830 aux années
1890)

*From Attractive Education to Instruction for All. The Fourierists and the
Teaching of the People (1830s-1880s)*

*Von anziehender Bildung zum Schulunterricht für alle. Die Anhänger Fouriers
und ihre Vision eines allgemeinen Schulsystems (von den 1830ern bis zu den
1880ern)*

Bernard Desmars

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5324>

DOI : 10.4000/rh19.5324

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 43-57

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Bernard Desmars, « De l'éducation attrayante à l'instruction pour tous », *Revue d'histoire du XIXe siècle*
[En ligne], 55 | 2017, mis en ligne le 02 décembre 2019, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5324> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5324>

Tous droits réservés

BERNARD DESMARS

*De l'éducation attrayante à l'instruction pour tous.
Les fouriéristes et l'enseignement du peuple (des années
1830 aux années 1890)*

Charles Fourier et ses disciples accordent une grande importance à l'éducation dans leurs réflexions sur la réforme de la société et sur l'avènement d'un « nouveau monde ». Cet intérêt se traduit par une critique de l'enseignement traditionnel : abstrait et routinier, celui-ci suscite l'ennui des élèves et s'avère incapable de leur transmettre des connaissances utiles ; souvent répressif, il contrevient à l'épanouissement physique et intellectuel de l'enfant ; il favorise le développement de l'individualisme.

La formation des enfants dans la société à venir, telle que la conçoit Fourier, se caractérise par plusieurs aspects : une éducation collective et précoce ; des apprentissages adaptés aux capacités cognitives des élèves ; l'utilisation de méthodes attrayantes qui stimulent la curiosité des enfants ; des enseignements s'appuyant sur l'observation du monde environnant, alternant ou associant des activités manuelles et des activités intellectuelles, et développant les facultés physiques et mentales de l'enfant ; la familiarisation avec des activités professionnelles ; l'égalité des garçons et des filles ; enfin, l'inculcation de l'esprit de coopération, du sens de la solidarité entre élèves.

Ces conceptions éducatives valent *a priori* pour tous les enfants, quel que soit leur milieu : dans la société harmonienne, où subsistent pourtant des différences de richesse et de niveau de vie, la formation et l'orientation de l'enfant obéissent à ses goûts et à ses aptitudes et elles se déroulent en différentes phases liées à son âge et à son développement physique et mental. Mais elles ne dépendent pas de la position sociale de ses parents : le phalanstère imaginé par Fourier ignore la séparation entre un enseignement pour les élites et un autre pour le peuple. Il ne connaît pas non plus l'école ou la classe en tant qu'espaces spécifiquement voués à l'apprentissage de connaissances sous l'autorité d'un maître : la formation théorique et pratique se fait tout au long de la journée et en tous lieux ; les activités variées auxquelles se livrent les enfants attisent leur curiosité et suscitent des questions, auxquelles répondent les adultes de la phalange.

Cependant, on ne peut comprendre l'action du mouvement fouriériste en l'envisageant uniquement à travers le modèle de la cité idéale – ou du

phalanstère – dont les militants poursuivraient constamment la réalisation. L'échec des premiers essais communautaires à Condé-sur-Vesgre (1832-1833) comme à Cîteaux (1841-1846), mais aussi l'insertion des fouriéristes dans des milieux et au sein de territoires sur lesquels ils s'efforcent d'agir concrètement et immédiatement, les amènent à envisager d'autres stratégies et d'autres solutions pour lutter contre le paupérisme et plus généralement les problèmes sociaux.

Ce sont ces différentes formes d'intervention, où les fouriéristes sont directement confrontés à la question du peuple et, en particulier de son éducation, qui font l'objet de cet article, de la naissance de l'École sociétaire au début des années 1830 à sa réduction à un groupuscule sans influence au milieu des années 1880. Il ne sera donc pas question ici des théories de Fourier, ni de celles de son principal disciple, Victor Considerant, sur lesquelles il existe déjà une abondante littérature¹ ; mais il s'agit d'examiner différentes voies utilisées par les fouriéristes pour essayer de diffuser, de mettre en pratique, mais aussi d'adapter les principes de leur maître concernant la formation des enfants appartenant aux classes populaires.

Trois dimensions ont été retenues pour analyser cette contribution des fouriéristes à l'éducation du peuple : l'activité menée en relation avec les milieux philanthropiques et les rénovateurs de la pédagogie, à travers principalement l'étude de la *Revue d'éducation nouvelle* ; l'expérimentation scolaire pratiquée dans le cadre d'un établissement éducatif ; et enfin, l'action réalisée en faveur de la scolarisation par des fouriéristes exerçant des fonctions politiques.

LES FOURIÉRISTES, LES PHILANTHROPES ET LES PÉDAGOGUES

Le développement du mouvement fouriériste dans la première moitié du XIX^e siècle est contemporain de l'essor des œuvres et des associations charitables. Si, pour Fourier, « toute philanthropie est illusoire, absurde en pratique »², ses disciples entrent volontiers en contact avec les philanthropes, comme ils le font avec le monde savant et avec ceux qui peuvent avoir une influence sur l'opinion publique ; les fouriéristes veulent ainsi diffuser la théorie sociétaire auprès d'hommes sensibles à la question sociale en espé-

1. Pour Fourier : outre Jonathan Beecher, *Fourier. Le visionnaire et son monde*, Paris, Fayard, 1993 (1986 pour l'édition américaine), chapitre XIII, « L'éducation en harmonie », p. 279-292. Pour Considerant : Maurice Dommanget, *Les grands socialistes et l'éducation*, Paris, A. Colin, 1970 ; en particulier le chapitre X, « Victor Considerant », p. 218-243. Et plus largement, sur les théories éducatives des socialistes français du premier XIX^e siècle : Nathalie Brémand, *Les socialismes et l'enfance. Expérimentation et utopie (1830-1870)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, avec une riche bibliographie ; et de la même auteure, « Les projets éducatifs socialistes des années 1830-1848 : pour former l'homme nouveau », *La Révolution française* [En ligne], n° 4, 2013, mis en ligne le 15 juin 2013, consulté le 29 décembre 2016. URL : <http://lrf.revues.org/915>.

2. Charles Fourier, *Œuvres complètes*, tome 6 : *Nouveau Monde industriel et sociétaire*, Paris, Anthropos, 1966 (réimpression de l'édition de 1845 ; 1^{re} édition en 1829), p. 582.

rant obtenir le ralliement de certains d'entre eux à leur cause ; il souhaitent aussi montrer que leurs propositions ne sont pas chimériques ou utopiques, puisqu'elles peuvent converger avec celles de notables appartenant à des œuvres caritatives. La presse fouriériste, et en particulier *La Phalange* (1836-1843), puis *La Démocratie pacifique* (1843-1851), accordent une grande attention aux crèches, aux salles d'asiles, aux colonies agricoles, aux ouvroirs et aux différentes institutions accueillant des garçons et des filles d'origine populaire ; il ne s'agit pas seulement pour les rédacteurs de louer des initiatives améliorant le sort matériel des enfants, mais aussi d'examiner les méthodes employées et, selon les cas, d'en déplorer le caractère routinier ou d'en souligner les éléments novateurs.

La nécessité d'une réforme pédagogique est en effet un élément central dans le discours des fouriéristes sur l'éducation. Aussi s'intéressent-ils aux travaux des pédagogues de la première moitié du XIX^e siècle. Ils entretiennent une correspondance avec le Suisse Fellenberg (1771-1844) qui, sur son domaine d'Hofwil, près de Berne, a installé, à côté d'instituts pour les enfants de familles aisées, une exploitation agricole modèle, une école d'agriculture, un institut d'éducation pour des publics plus populaires, établissements où sont promues l'autonomie des enfants et l'alternance des activités scolaires et des travaux agricoles³. Ils soutiennent l'introduction en France des méthodes de Fröbel concernant la petite enfance⁴.

La *Revue de l'éducation nouvelle*, mensuel qui paraît entre novembre 1848 et octobre 1854, est sans doute la manifestation la plus nette de la volonté de certains fouriéristes de s'allier aux milieux philanthropiques et aux partisans d'une rénovation de l'enseignement⁵. Son fondateur et directeur est Jules Delbruck, collaborateur de *La Démocratie pacifique*, auteur en 1846 d'une brochure sur les crèches⁶. La revue comprend deux catégories d'articles, nettement distinguées à partir de mars 1849 ; la première partie, intitulée « Pour les enfants » comprend des textes (récits, poèmes, leçons), des images et des chansons ; la seconde, « Pour les parents », s'adresse aux adultes ; on y trouve des articles sur la pédagogie, sur les associations et les établissements qui se consacrent à l'accueil de l'enfance, ainsi que des conseils concernant par exemple l'hygiène des enfants.

3. Marc Vuilleumier, « Philipp Emanuel von Fellenberg, Fourier et l'École sociétaire », *Cahiers Charles Fourier*, n° 6, 1995, p. 15-30.

4. Jules Delbruck, « Les jardins d'enfant à Paris », *La Presse*, 11 mars 1856 ; Marie Pape-Carpantier intervient également en faveur de la méthode Fröbel (Jean-Noël Luc, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle. De la salle d'asile à l'école maternelle*, Paris, Belin, 1997, p. 373-374).

5. Le titre complet est d'abord : *Revue de l'éducation nouvelle. Journal des mères et des enfants* ; puis, à partir de juillet 1850 : *Journal des mères et des enfants. Revue de l'éducation nouvelle*. Pour simplifier, on utilisera dans le corps de l'article *Revue de l'éducation nouvelle* pour toute la collection.

6. *Visite à la crèche modèle, et rapport général adressé à M. Marbeau sur les crèches de Paris*, Paris, Paulin, 1846, 138 p. Sur Delbruck : « Delbruck, (Jean-Joseph-) Jules », *Dictionnaire biographique du fouriérisme*, notice mise en ligne en décembre 2010 : <http://www.charlesfourier.fr/spip.php?article781> (consultée le 20 avril 2017).

Jules Delbruck s'entoure de rédacteurs dont beaucoup sont membres de l'École sociétaire ou en sont proches : par exemple Clarisse Gauthier (connue sous le Second Empire et la Troisième République sous le nom de Clarisse Coignet), Désiré Laverdant, Marie Pape-Carpantier, Théodore Robertson⁷. Mais quelques autres collaborateurs sont extérieurs au mouvement fouriériste et appartiennent aux milieux philanthropiques, comme Firmin Marbeau, fondateur de la première crèche parisienne, adjoint au maire du premier arrondissement de Paris, et Camille Jubé de la Pérelle, chef du bureau des salles d'asile au ministère de l'Instruction publique⁸. Ces deux derniers sont, comme Delbruck, membres de la Société des crèches de la Seine⁹.

Le lectorat, tel qu'on peut l'esquisser à partir du contenu de la revue et de la correspondance qui y est reproduite, comprend trois groupes. Selon Delbruck, le « journal [est] destiné principalement aux enfants élevés dans leurs familles », par des parents disposant de temps et d'argent pour financer l'abonnement (douze francs par an) et acheter les jouets recommandés dans les numéros de fin d'année¹⁰. Sa création répond aussi au souhait d'hommes et de femmes qui appartiennent à « ces comités si nombreux à Paris, où [...] l'on s'occupe avec tant d'intelligence et de dévouement de l'éducation des enfants pauvres »¹¹. En outre, de nombreux articles visent les directrices des salles d'asile, les instituteurs et les institutrices – dont certains se manifestent dans la correspondance – afin de leur donner des informations et des conseils utiles à leur exercice professionnel. Le périodique, au-delà des différentes caractéristiques de ses rédacteurs et de ses lecteurs, rassemble ceux qui veulent changer la formation de l'enfance en promouvant quelques principes fondamentaux.

La revue insiste sur l'importance de la petite enfance, les premières années de l'existence étant considérées comme déterminantes pour l'avenir de l'individu¹². Elle souligne la nécessité de stimuler la curiosité des enfants et de leur proposer des activités attrayantes et diversifiées, et elle valorise les travaux manuels. Ces derniers favorisent l'exercice physique ; ils permettent aux enfants d'appréhender concrètement leur environnement ; ils suscitent leurs interrogations et se prêtent à des « leçons de choses » beaucoup plus fécondes que des enseignements abstraits ; enfin, ils développent une intelligence technique, trop souvent négligée ou méprisée.

7. Tous ces rédacteurs font l'objet d'une notice dans le *Dictionnaire biographique du fouriérisme* : <http://www.charlesfourier.fr/spip.php?rubrique75>.

8. Jean-Noël Luc, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle...*, *op. cit.*, p. 65.

9. Catherine Bouve, *L'utopie des crèches françaises au XIX^e siècle : un pari sur l'enfant pauvre. Essai socio-historique*, Berne, P. Lang, 2010.

10. *Journal des mères et des enfants*, 1^{er} avril 1854.

11. Jules Delbruck, « Chronique du mois – Fin de notre troisième année », *Revue de l'éducation nouvelle*, 1^{er} octobre 1851, p. 93.

12. H. Dupont, « Où commence l'éducation. Influence des sensations premières », *Journal des mères et des enfants*, 1^{er} janvier 1852.

Ces orientations sont émises à la fois par les rédacteurs connus pour leur adhésion à la théorie sociétaire, mais aussi par ceux qui en sont éloignés. Quelques points cependant peuvent faire l'objet de discussions : Delbruck, comme Fourier, est favorable à une mise au travail précoce des enfants, leurs tâches étant évidemment adaptées à leurs capacités ; dans ce cadre, les services rendus et les objets réalisés peuvent avoir une valeur marchande et doivent donc faire l'objet d'une rémunération, celle-ci venant compléter les revenus familiaux et alléger le coût de l'éducation. Jubé de la Perelle apparaît beaucoup plus réticent envers cette rétribution des activités enfantines, car il craint la transformation de l'école en atelier, l'abandon des apprentissages de caractère plus scolaire¹³.

La *Revue de l'éducation nouvelle* apparaît donc comme un instrument de propagation des conceptions fouriéristes de l'éducation des enfants, bien au-delà de l'École sociétaire. Cela se fait au prix d'importantes concessions et de certains silences : la formation de l'enfance, telle qu'elle est promue dans le périodique, se déroule, soit dans le cadre familial, pourtant repoussé par Fourier qui préconise une éducation collective, soit au sein d'institutions spécifiques (crèches, salles d'asile, écoles, colonies), tandis que le modèle phalanstérien, on l'a vu, ne prévoit pas de locaux particuliers pour les apprentissages. Le nom de Fourier n'est pas mentionné dans la revue, même dans la rubrique « Pensées sur l'éducation », qui, chaque mois, accueille des maximes et de brefs textes empruntés à des auteurs très divers (Fénelon, Rousseau, Pestalozzi, Émilie Mallet, Victor Hugo, etc.). Nulle part les notions de « phalanstère » de « phalanstérien » (ou « phalange d'enfants ») ne sont employées ; les noms donnés par Fourier aux groupes d'enfants (« Petites hordes ») et aux tranches d'âge (« bambins », « chérubins », etc.) sont aussi absents du mensuel.

Est-ce à dire que le projet phalanstérien est oublié ? Pour réaliser cette convergence entre fouriéristes, philanthropes et pédagogues, les premiers ont-ils dû abandonner leurs ambitions socialistes ? Pas tout à fait, car elles ne sont pas totalement absentes des colonnes du périodique. Tout en admettant que son mensuel est sans doute lu par des familles aisées, Delbruck déclare que « les enfants pauvres sont [ses] préférés » et que « pour n'en avoir pas parlé toujours, [il n'a] cessé d'y penser »¹⁴. Certes, la formule est convenue ; mais l'intention se traduit concrètement par la place prépondérante accordée aux établissements destinés aux enfants des classes populaires (écoles maternelles, ouvriers, etc.), tandis que les articles concernant les collèges et les lycées sont très rares et critiques à l'égard de l'enseignement qui y est dispensé¹⁵.

Jules Delbruck insiste à plusieurs reprises sur les conditions de vie des milieux populaires et leurs conséquences sur le développement physique et

13. « Du travail manuel des tout jeunes enfants dans les salles d'asile », *Revue de l'éducation nouvelle*, 1^{er} juin 1850, p. 57-59.

14. *Journal des mères et des enfants*, 1^{er} avril 1854.

15. « Chronique du mois », *Revue de l'éducation nouvelle*, septembre 1849, p. 175, à propos de la distribution des prix dans les collèges et les lycées.

intellectuel des enfants. En 1849, il rend longuement compte d'une enquête d'Adolphe Blanqui sur les « classes ouvrières » des villes industrielles¹⁶. Il observe que « tant que l'enfant ne pourra naître et vivre dans une habitation salubre et tolérable, tant qu'il sera attaché prématurément à la glèbe de l'atelier, au lieu d'aller à l'école, il n'y a rien à espérer pour l'amélioration physique et morale des classes ouvrières »¹⁷.

Il soutient un projet d'« asile rural pour les enfants trouvés » présenté par son condisciple Savardan. Il s'agit de fonder une colonie qui accueille les enfants dès le berceau, puis les fait passer par la crèche, la salle d'asile, l'école primaire jusqu'à l'école professionnelle ; les colons, garçons et filles, sont formés à diverses activités agricoles et industrielles qui leur permettent, à leur sortie, d'exercer plusieurs métiers et de former une « association libre », inspirée du modèle phalanstérien¹⁸. Selon Delbruck, ce « nouveau projet se distingue par sa simplicité et ses allures prudentes » ; il ne peut cependant être réalisé¹⁹.

Cet échec montre les limites de la *Revue de l'éducation nouvelle*. Si elle permet de rassembler fouriéristes, philanthropes et pédagogues autour de quelques principes éducatifs et d'œuvres pour les enfants, elle ne parvient pas néanmoins à attirer de nouveaux soutiens en faveur d'institutions nouvelles s'inscrivant nettement dans une orientation sociétaire – il est vrai que le contexte politique y est de moins en moins favorable. À l'automne 1851, Delbruck souhaite quitter la direction de la revue ; à la demande de rédacteurs et de lecteurs, il conserve finalement son poste²⁰. Mais la « partie pour les parents » ressasse les mêmes thèmes, les mêmes conseils ; elle ne paraît plus qu'une fois par trimestre pendant la cinquième et la sixième années de publication (1852-1853 et 1853-1854). En octobre 1853, Delbruck annonce que « l'*Éducation nouvelle* [...] va commencer sa sixième et dernière année. Or, cinq ou six années, c'est assez pour jeter une semence dans le champ des intelligences, ce n'est point assez pour que le fruit mûrisse et que la moisson soit prête »²¹.

Certains rédacteurs de la *Revue d'éducation nouvelle* continuent cependant leur activité « d'ensemencement » ; la fouriériste Marie Pape-Carpantier dirige de 1847 à 1874 l'établissement qui, sous divers noms (École maternelle normale, Cours pratique), forme les directrices et sous-directrices

16. Adolphe Blanqui, *Des classes ouvrières en France, pendant l'année 1848*, Paris, Pagnerre, 1849.

17. Jules Delbruck, « Chronique du mois », *Revue de l'éducation nouvelle*, mars 1849, p. 77.

18. Auguste Savardan, *Asile rural d'enfants trouvés : crèche, salle d'asile, école primaire, école professionnelle, ferme-modèle, association libre des élèves à leur majorité*, Paris, Librairie sociétaire, 1848.

19. Jules Delbruck, « Chronique des deux mois », *Revue de l'éducation nouvelle*, novembre-décembre 1848, p. 31. Sur Savardan, cf. « Savardan Auguste (parfois prénommé Augustin) », *Dictionnaire biographique du fouriérisme*, notice mise en ligne en juillet 2011 : <http://www.charlesfourier.fr/spip.php?article909> (consultée le 21 avril 2017).

20. Jules Delbruck, « Chronique du mois – Fin de notre troisième année », *Revue de l'éducation nouvelle*, 1^{er} octobre 1851, p. 93-94.

21. *Journal des mères et des enfants*, 1^{er} octobre 1853, p. 32.

des salles d'asile²². En 1868, elle est promue inspectrice générale des salles d'asile. L'année suivante, elle prend la direction de *L'Ami de l'enfance*, dont le sous-titre, jusqu'alors *Journal des salles d'asile*, devient *Journal d'éducation maternelle*, et qui concerne désormais non seulement la petite enfance, mais aussi les élèves des écoles communales et des établissements privés²³. À ces différents postes, ainsi que dans ses conférences, ses articles et ses ouvrages – des récits pour les enfants et des manuels pédagogiques –, elle propage ses conceptions de l'éducation – en particulier l'éducation attrayante – qui mêlent différentes influences (Fourier, Froebel, par exemple), mais qui sont aussi issues de son expérience et de sa réflexion personnelles. Elle contribue à la diffusion de la « leçon de choses » dans l'enseignement primaire²⁴.

EXPÉRIMENTER LA THÉORIE DE FOURIER

La répression contre les mouvements socialistes, dès la Deuxième République puis sous le Second Empire, les départs de certains fouriéristes aux États-Unis, et enfin les déceptions liées à la dissolution de la colonie de Réunion (Texas), en 1857, affaiblissent considérablement l'École sociétaire. Plusieurs disciples, souvent critiques envers la direction du mouvement phalanstérien, s'efforcent eux-mêmes de mettre en pratique la théorie fouriériste en procédant aux adaptations qu'ils jugent nécessaires. C'est le cas d'Adolphe Jouanne (1819-1895), fondateur d'une ambitieuse « Maison rurale d'expérimentation sociétaire » située sur la commune de Ry, à une vingtaine de kilomètres de Rouen²⁵. Pharmacien, conseiller municipal et adjoint au maire, il est un notable local sous le Second Empire et dans la première décennie de la Troisième République. Il organise en 1856 une mutuelle, l'Unité fraternelle, à laquelle il assigne des objectifs très ambitieux : elle doit non seulement faciliter l'accès aux soins médicaux, mais aussi, dans l'avenir, prendre en charge l'éducation et les loisirs des sociétaires et de leurs enfants ; enfin, elle esquisse « la phalange » ou « commune sociétaire » de Fourier.

D'abord insérées dans un projet plus général visant à améliorer les conditions de vie des habitants et à tisser des liens de plus en plus denses entre eux, les préoccupations éducatives de Jouanne se développent dans les années 1860 : au début de la décennie, il envisage la création d'un jardin d'enfants ;

22. Jean-Noël Luc, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle...*, op. cit., p. 196-197, 326 et 333.

23. *Ibidem*, p. 323. Et Colette Cosnier, *Marie Pape-Carpantier, fondatrice de l'école maternelle*, Paris, Fayard, 2003.

24. Pierre Kahn, *La leçon de choses. Naissance de l'enseignement des sciences à l'école primaire*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2002 ; sur le rôle de Marie Pape-Carpantier, p. 154-170.

25. Les informations sur la Maison rurale proviennent principalement des textes publiés par son fondateur, dans des brochures, des revues et surtout un *Bulletin* qui paraît de 1870 à 1876 avec une périodicité et un titre variables. S'y ajoutent quelques brefs rapports annuels de l'inspection académique (1873-1879), ainsi que quelques témoignages de fouriéristes ayant visité l'établissement de leur condisciple.

et surtout, il entame dans la seconde moitié des années 1860 l'achat de terrains et la construction de bâtiments scolaires. L'édifice principal comprend des salles de cours, un réfectoire et des dortoirs qui peuvent héberger une cinquantaine de pensionnaires. Il est complété par des ateliers et une ferme²⁶.

Jouanne développe un double discours pour présenter cet établissement : à ses condisciples de l'École sociétaire, dont il sollicite le soutien, il le décrit comme un laboratoire permettant d'expérimenter la théorie de Fourier, de vérifier par l'observation la validité des principes éducatifs dégagés par le maître, de les approfondir ou de les infléchir en fonction des résultats. La Maison rurale peut aussi être un lieu de formation pour les bâtisseurs des futurs phalanstères²⁷. Mais ses condisciples ne lui fournissant pas suffisamment de moyens financiers et ne lui envoyant leurs enfants qu'en petit nombre, Jouanne doit solliciter des soutiens extérieurs à l'École sociétaire. Il insiste alors sur les spécificités de son établissement en se référant parfois à Fröbel dont il dit adapter les méthodes à des enfants plus âgés ; l'objectif est alors de favoriser l'épanouissement des élèves et de les préparer à des activités professionnelles variées.

Quand il envisage la création de la Maison rurale, Jouanne souhaite participer au développement de « l'instruction des masses »²⁸. Cependant, si l'établissement n'accueille que des garçons, ce que regrettent certains fouriéristes²⁹, ils proviennent vraisemblablement de divers milieux sociaux : tout d'abord parce que, comme on l'a déjà dit, l'éducation envisagée par les fouriéristes privilégie les « passions » et les « vocations » individuelles et ne tient *a priori* pas compte des appartenances de classe ; ensuite parce que pour expérimenter le modèle phalanstérien, il est préférable d'avoir une population diversifiée. Pour Jouanne, il s'agit aussi, en acceptant des enfants de diverses origines, de remplir les locaux, longtemps trop vastes pour le nombre de pensionnaires accueillis. D'ailleurs, si l'établissement est au départ prévu pour des enfants de six à douze ans, il n'y a « point de conditions d'âge encore » en 1872³⁰, car il s'agit d'abord d'accroître les effectifs.

Dans les premiers temps, l'établissement reçoit les enfants qui fréquentent l'école primaire de Ry et qui viennent dans la Maison rurale pour y effectuer des travaux tels que du jardinage ; puis, à partir de 1871-1872, tout en gardant quelques enfants de la localité en qualité d'externes, il accueille des pensionnaires ; ils sont une vingtaine d'élèves à la rentrée 1873, une trentaine

26. Nathalie Brémand, *Les socialismes et l'enfance...*, op. cit., p. 144-150 ; Bernard Desmars, *Militants de l'utopie ? Les fouriéristes dans la seconde moitié du XIX^e siècle*, Dijon, Presses du Réel, 2010, p. 157-179.

27. Michel Lallement, « Principes et pratiques de l'éducation sociétaire : les leçons des deux phalanstériens français », *Éducation et sociétés*, n° 37, 2016/1, p. 97-112.

28. Adolphe Jouanne, « Maison-rurale d'enfants fondée à Ry (Seine-Inférieure). Objet de l'institution », *La Science sociale*, 16 décembre 1867, p. 291.

29. Par exemple Éliisa Ragot-David, dans « La Maison rurale d'enfants à Ry », *La Science sociale*, 1^{er} juin 1870.

30. *École sociétaire – Maison rurale d'enfants à Ry (Seine-Inférieure)*, janvier-février 1872, p. 4-5.

(28 pensionnaires et trois externes) au printemps 1875 et plus d'une cinquantaine (41 pensionnaires et onze externes en mai 1877). Les effectifs stagnent en 1878, puis régressent en 1879 (36 garçons dont 28 pensionnaires)³¹. La suite est chaotique et confuse. Après une fermeture de l'établissement, Jouanne crée en 1880 une association, la Solidarité universelle – Œuvre des colonies sociétaires agricoles industrielles, qui passe une convention avec le service des enfants assistés de la Seine, afin de placer des orphelins à Ry. Des conflits et des rapports, calomnieux selon Jouanne, entraînent un premier retrait des enfants en 1883, avant la fermeture définitive de l'établissement en 1885 ou 1886.

L'enseignement est tantôt gratuit, tantôt payant pour les externes. Le coût annoncé de la pension se situe à un montant qui n'est pas négligeable (entre 425 et 500 francs en 1878), mais qui peut être réduit grâce à des bourses³². Les rares informations sur les origines géographiques et sociales des élèves dans les années 1870 suggèrent que beaucoup viennent de Rouen, parmi lesquels des enfants d'artisans, mais aussi le fils d'un professeur du lycée; quelques rares fouriéristes – notamment un cultivateur de la Côte-d'Or et deux employés de Lille – mettent leur garçon en pension à Ry³³.

Cette diversité des publics explique sans doute les hésitations sur le statut de la Maison rurale, d'abord considérée comme un établissement primaire, puis transformée en institution secondaire à l'automne 1873, avant de devenir un orphelinat dans les années 1880. Mais même pendant la période où la Maison rurale relève de l'enseignement secondaire, les rapports du rectorat signalent que seule une minorité d'élèves fait du latin (cinq sur 31 en 1875; un seul sur 52 en 1877); les autres suivent un enseignement de type primaire élémentaire pour les uns, et primaire supérieur pour les autres, voire de « l'enseignement spécial », selon l'inspection de 1878³⁴.

Jouanne veut rompre avec les méthodes habituelles : « toutes nos écoles, actuellement en usage, reposent plus ou moins sur la *contrainte*. Celle de la Maison rurale de Ry reposera sur le libre essor des facultés naturelles de l'enfant. – Au lieu de le laisser se développer au grand air, d'y prendre de l'exercice, on l'astreint à demeurer dans une salle d'école assis *six* grandes heures par jour, le nez sur des livres qu'il ne comprend point, pour lesquels il n'a aucun attrait, et qui ne font que lui inspirer du dégoût pour l'étude, tout en compromettant le développement de ses facultés organiques »³⁵. Il faut donc

31. Arch. nat. (Archives nationales), F 17 9504, fiches annuelles de l'inspecteur d'académie de Rouen concernant la Maison rurale, 1873 à 1879.

32. *École sociétaire – Maison rurale d'enfants à Ry (Seine-Inférieure)*, janvier-février 1872, p. 4-5.

33. D'après les informations dispersées dans le *Bulletin* publié par Jouanne; on n'y trouve pas de liste des élèves, mais, ponctuellement, l'annonce de l'arrivée d'un ou de plusieurs nouveaux pensionnaires.

34. Arch. nat., F 17 9504, fiches annuelles de l'inspecteur d'académie de Rouen concernant la Maison rurale, 1873 à 1879.

35. « Maison rurale d'expérimentation sociétaire à Ry (Seine-Inférieure) », *La Science sociale*, 1^{er} juillet 1867, p. 124-126.

réduire la place des exercices scolaires habituels. Jouanne, quand il prépare l'ouverture de la Maison rurale, dit vouloir « restreindre la durée des classes à deux heures par jour et, s'il se peut, à moins encore. Tout l'enseignement devra se faire en plein air, excepté pendant les temps de pluie et de froid. Au lieu de livres abstraits, qui ne mettent en activité que la mémoire des mots, nous voulons ouvrir un champ libre à sa curiosité et l'exciter sans cesse »³⁶. Il est cependant peu vraisemblable que l'établissement qui ouvre ses portes peu après réponde à ce programme.

Les intentions se heurtent en effet à plusieurs contraintes : l'établissement doit assurer les parents de la qualité de la formation, y compris pour les élèves qui envisagent de poursuivre leurs études dans un cadre classique. « La Maison rurale offre [...] une instruction solide » et « le programme des collèges et des lycées est exactement suivi » ; d'ailleurs, « l'établissement prépare des élèves à [l'école des Arts et métiers de] Châlons[-sur-Marne], à [l'école vétérinaire d'] Alfort, au Prytanée militaire [de La Flèche] », affirme en 1874 une publication de l'établissement³⁷. Il est peu probable que les exercices académiques soient réellement sacrifiés. Par ailleurs, le caractère expérimental de la Maison rurale n'empêche pas les autorités académiques de vérifier que l'organisation de la scolarité et de la vie quotidienne est bien conforme aux réglementations.

Néanmoins, la Maison rurale fait preuve d'une indéniable originalité pédagogique, que constate par exemple, avec sans doute beaucoup de bienveillance, la fouriériste Élisabeth Ragot-David, lors d'un séjour à Ry en 1874³⁸. Les cours sont entrecoupés de longues récréations qui « ont toutes un but utile et sont employées aux travaux manuels ou de jardin, aux soins des animaux, aux exercices de corps et militaires, à l'équitation et à la natation en été ». La Maison rurale possède « deux petites vaches bretonnes et une génisse, une chèvre, un poney, des lapins et des volailles », qui sont soignés par les enfants. Les activités agricoles, ainsi que la menuiserie et la forge font l'objet d'un enseignement pratique : « j'ai vu deux enfants dirigés par un maître forgeron, forger devant moi des dents de râtaux et des clous ; les autres, planter des choux sous la direction du maître jardinier ; d'autres bêcher ou chercher de la nourriture pour les animaux ou la leur distribuer »³⁹.

Ces travaux manuels ont pour but d'apporter de la variété dans les activités quotidiennes et donc de lutter contre la monotonie des études. Ils sont aussi, avec la gymnastique, un moyen de fortifier les corps, dont le développement est menacé par l'immobilité derrière le pupitre. Ils permettent de confronter les enfants à leur environnement : l'entretien du jardin et des animaux constitue une leçon de sciences naturelles ; le travail effectué à la forge

36. *Idem*.

37. Présentation de la formation dans *Maison rurale d'enfants à Ry (Seine-Inférieure)* – *Bulletin trimestriel*, avril 1874, p. 1-2.

38. E. R.-D. [Elisabeth Ragot-David], « L'enseignement par l'attrait », *Bulletin du mouvement social*, 15 mai 1874, p. 4-5.

39. *Idem*.

ou à la menuiserie met les enfants au contact de divers matériaux dont ils peuvent apprécier les qualités. « Nous estimons qu'un enfant qui aura observé le développement d'une plante quelconque, qui saura d'*expérience* comment elle croît, comment on la cultive et à quoi elle sert, sera bien plus avancé en intelligence qu'un écolier qui réciterait sans broncher ses quatre conjuguaisons. L'enfant qui saura démonter une horloge, en expliquer et dessiner grossièrement les rouages, qui aura trouvé de lui-même le nombre de tours que fait l'une de roues comparativement à une autre, sera pour nous plus fort intellectuellement que l'élève qui se sera ennuyé à faire [...] vingt règles d'arithmétique dont l'objet n'aura eu pour lui aucun attrait »⁴⁰. En proposant une variété d'activités, la Maison rurale permet encore de familiariser ses élèves avec diverses professions, « de développer chez les enfants leurs différentes aptitudes, [de] faciliter [...] l'éclosion de leurs vocations, afin de les rendre aptes à s'ouvrir, plus tard, dans l'agriculture, l'industrie, le commerce ou les sciences, une brillante carrière conforme à leurs aptitudes naturelles »⁴¹. Enfin, ces travaux pourraient faire l'objet d'une estimation monétaire et donner lieu à une rémunération qui diminuerait la charge financière supportée par les parents pour l'éducation de leurs enfants, à moins que l'argent ne serve à constituer un pécule pour les élèves qui le toucheraient à leur sortie. « Mieux que l'instruction gratuite, ce serait l'instruction lucrative »⁴².

Dans la Maison rurale, « on amène les enfants à se diriger par eux-mêmes, et chaque jour, la dernière classe du soir est consacrée à causer avec eux sur tout le travail théorique et pratique de la journée et à prendre pour le lendemain les dispositions nécessaires pour que le travail soit fait avec ordre et méthode »⁴³. Un conseil des moniteurs est formé en 1873. Si l'on ignore la façon dont ses membres sont désignés, son nom suggère qu'ils sont pris parmi les élèves les plus avancés. « Cette organisation instituée en vue de maintenir une bonne discipline et de stimuler les progrès des enfants arrivera à ce résultat inappréciable de relever aux yeux de l'enfant l'importance de sa propre personne et lui inspirer un profond sentiment de dignité »⁴⁴. Ce conseil des moniteurs dispose d'un petit budget, dont les ressources, allouées par la direction de l'établissement, sont utilisées sous son étroit contrôle au bénéfice d'œuvres de bienfaisance. Il s'exprime dans le cadre d'un *Bulletin des moniteurs* dont il n'est pas sûr, toutefois qu'il ait été au-delà de son premier numéro⁴⁵. Ces moniteurs participent aussi à l'organisation des activités :

40. Circulaire de Jouanne, avril 1867, citée dans Valère Faneau, « La puissance de l'infiniment petit ou la maison rurale d'enfants », *La Science sociale*, 16 mars 1870, p. 91.

41. *L'Éducation nouvelle par le libre essor des facultés – Bulletin trimestriel de la Maison rurale d'expérimentation sociétaire fondée à Ry*, octobre 1875. On ignore si cette rémunération du travail a vraiment existé.

42. « La Maison rurale de Ry », *Bulletin du mouvement social*, 1^{er} mars 1877 ; copie d'une lettre d'Adolphe Jouanne datée du 2 février 1877.

43. E. R.-D. [Elisa Ragot-David], « L'enseignement par l'attrait... », *loc. cit.*

44. *Maison rurale d'enfants à Ry (Seine-Inférieure) — Bulletin trimestriel*, avril 1874, p. 5-6.

45. *Bulletin des moniteurs*, n° 1, avril 1876, 4 p.

« Chaque jour, sous la surveillance de la direction, les *moniteurs* établissent l'emploi de la journée. Les enfants, rangés en cercle autour d'eux, expriment leurs désirs et leur goût, ceux-ci pour les soins de la basse-cour, ceux-là pour le jardinage, d'autres pour les mille petits travaux qui se présentent chaque jour; chacun, en un mot, trouve l'occupation qui correspond le mieux à ses aspirations et dont il s'acquittera avec plus d'ardeur »⁴⁶.

Malgré ses efforts, Jouanne reste peu soutenu par ses condisciples fouriéristes, de moins en moins nombreux dans les années 1870 et 1880 à espérer en l'expérimentation sociétaire. Localement, il est en conflit avec le curé, le maire et une partie de la population de Ry. Il est observé avec suspicion par le rectorat, qui ne croit pas en la viabilité de l'établissement. Malgré, semble-t-il, la visite tardive – dans les années 1880 – de quelques personnalités nationales (Martin Nadaud, député très engagé dans la question de la formation ouvrière; son collègue Georges Laguerre)⁴⁷, la Maison rurale reste isolée, peu connue et donc sans effet, ni sur le projet phalanstérien ni sur l'enseignement⁴⁸.

LES FOURIÉRISTES EN FAVEUR DE L'ÉCOLE GRATUITE ET OBLIGATOIRE

Malgré une tentative de réorganisation dans les années 1860, le mouvement fouriériste s'affaiblit et se disperse dans les deux décennies suivantes. Ses membres, tout en restant en relation avec l'École sociétaire et en s'abonnant aux périodiques qu'elle publie, s'investissent désormais dans d'autres combats : la coopération, la mutualité mais aussi l'éducation du peuple⁴⁹. Ils s'engagent dans les Cercles formés après l'appel lancé en 1866 par Jean Macé en faveur de la création d'une Ligue de l'enseignement et sont particulièrement nombreux dans le comité qui dirige le Cercle parisien, mais ils ne font que participer à un mouvement plus global en faveur de l'instruction. La spécificité de leur projet éducatif disparaît; leur action ne s'inscrit plus dans une perspective phalanstérienne. Il en va de même pour ceux qui se font élire dans des assemblées, surtout au niveau local ou départemental, parfois au niveau national, ou qui sont désignés pour exercer les fonctions de maire. Ils mènent une action volontariste dans le domaine de l'enseignement avec le

46. *Notice* [sur la Maison rurale de Ry], Paris, Impr. George, s. d. [1883], p. 2.

47. D'après Léon Normand, « La maison rurale de Ry », *Bulletin trimestriel de l'association des amicales des Anciens élèves de l'École normale d'instituteurs de la Seine-Inférieure*, 1932, p. 11-16. L'auteur mentionne aussi le député Millerand; or, quand Millerand accède à la Chambre des députés, en décembre 1885, la Maison rurale a probablement déjà fermé.

48. Elle est rapidement mentionnée à la fin de l'article « Fourier », rédigé par le fouriériste Jules Giraud, du *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, sous la direction de Ferdinand Buisson, Paris, Hachette, 1^{re} partie, tome 1, 1887, p. 1047.

49. Bernard Desmars, *Militants de l'utopie...*, *op. cit.*, p. 265-272.

développement des écoles primaires et, selon les cas, l'ouverture d'une salle d'asile et de cours pour adultes⁵⁰.

Le cas d'Alexandre Dethou (1819-1896) est plus original : l'engagement fouriériste de ce châtelain de Bléneau (Yonne), remonte au moins à la Seconde République ; tout en étant partisan de la Montagne, il favorise la création d'une boulangerie et d'une épicerie sociétaires. Considéré par les autorités comme un « très influent phalanstérien » et un des « chefs socialistes du canton »⁵¹, il est proscrit après le 2 décembre 1851 et rejoint ses condisciples Victor Considerant et François Cantagrel à Bruxelles⁵². Toujours abonné aux périodiques fouriéristes à la fin du Second Empire et sous la Troisième République⁵³, il reste un partisan de la théorie sociétaire ; en 1873, il fonde une boulangerie coopérative à Bléneau ; en 1877, il soutient la création d'une « association agricole », préalable à la réalisation phalanstérienne⁵⁴. Cependant, pour faire advenir le changement social, il emprunte de plus en plus la voie politique, à la fois au niveau local et au niveau national : conseiller municipal de Bléneau de 1870 à 1888, il exerce les fonctions de maire de 1884 à 1888 ; conseiller général de l'Yonne de 1871 à 1889, il siège à la chambre des députés de 1876 à 1892 et au Sénat de 1892 à 1896⁵⁵.

Ses interventions, au parlement comme dans les assemblées locales, concernent très souvent la réforme de l'enseignement. Au conseil général, il dépose en 1871 un vœu concernant « l'instruction gratuite, laïque et obligatoire »⁵⁶ ; on y retrouve le discours républicain sur la nécessaire formation du citoyen dans un régime fondé sur le suffrage universel, cette formation devant être dégagée « de tout esprit de secte », et donc soustraite à l'influence de l'Église. Parallèlement, Dethou réclame l'ouverture d'une école normale laïque pour les institutrices, jusqu'alors formées par des congréganistes.

Cependant, son texte comprend des propositions plus originales. Tout d'abord, il considère que « l'instruction de la femme [...] doit être égale à celle de l'homme » ; ensuite, il veut supprimer la barrière qui sépare le primaire et le secondaire grâce à une profonde réorganisation du système scolaire :

50. Bernard Desmars, « Des cours et des bibliothèques pour changer le monde ? Les fouriéristes et l'éducation populaire (1848-vers 1875) », in Carole Christen, Laurent Besse [dir.], *Histoire de l'éducation populaire, 1815-1945*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017, p. 141-151.

51. Fiche « Dethou Alexandre René », *Poursuivis à la suite du coup d'État de décembre 1851*, base de données réalisée par Jean-Claude Farcy, avec la collaboration de Rosine Fry (<http://tristan.u-bourgogne.fr:8088/4DCGI/Fiche1851/8979>).

52. Arch. nat., fonds Fourier et Considerant, 10 AS 37 (681 Mi 59), lettre de François Cantagrel, 11 juin 1852.

53. *Idem*, réabonnement à *La Science sociale*, 26 février 1869 ; École normale supérieure, fonds Considerant, carton 4, dossier 3, chemise 2, abonnements.

54. *Bulletin du mouvement social*, 15 mars 1877, lettre concernant le projet d'association agricole d'Étienne Barat.

55. « Dethou, Alexandre (René) », *Dictionnaire biographique du fouriérisme*, notice mise en ligne en mars 2011 : <http://www.charlesfourier.fr/spip.php?article848> (consultée le 30 avril 2017).

56. Conseil général de l'Yonne, *Rapports et délibérations – Session de 1871*, Auxerre, 1872, p. 761-763 pour le vœu de Dethou ; p. 763-765 pour la réponse de la commission.

chaque commune doit disposer d'une école primaire accueillant gratuitement les enfants à partir de 7 ans; à 11 ans, un concours sélectionne « les plus intelligents, les plus capables » pour les envoyer à l'école cantonale; le même procédé est répété à 14 et à 17 ans afin de conduire les meilleurs élèves au collège d'arrondissement, puis au collège départemental où ils passent trois années; « les plus capables » rejoignent l'enseignement supérieur. « Par ce système d'instruction, toute intelligence serait réellement cultivée en raison de sa puissance et de son travail »⁵⁷. De l'école cantonale au collège départemental, la scolarité est gratuite pour un certain nombre d'élèves ayant réussi un examen spécifique. La commission du conseil général chargée d'examiner ce vœu renvoie le texte au ministère.

Dethou, dans ses différents mandats, manifeste un grand intérêt pour l'enseignement professionnel. Dès 1874, il forme une « association de pères de famille » afin de créer à Bléneau un établissement de jeunes filles qui remplisse à la fois les fonctions d'école ménagère, d'école d'apprentissage et d'école primaire supérieure préparant au concours d'entrée de l'école normale d'institutrices. Dethou et ses associés veulent procurer aux élèves « une instruction nationale solide », leur faire « apprendre une ou deux professions » et leur permettre ainsi de « facilement se placer et gagner honorablement leur vie ou se rendre utiles dans leurs familles »⁵⁸. Retardée en raison des obstacles opposés par les pouvoirs publics au temps de l'Ordre moral, l'ouverture intervient en 1878 dans des locaux appartenant à Dethou; l'école est transformée en établissement public au début des années 1880 grâce au soutien des autorités républicaines⁵⁹.

L'enseignement professionnel des garçons retient aussi l'attention de Dethou qui suscite la création en 1886 d'une École professionnelle pour les garçons, à Saint-Fargeau, le chef-lieu du canton qu'il représente. La formation repose sur l'alternance entre un enseignement théorique (trois jours par semaine) et des travaux pratiques chez des artisans des environs; dans un premier temps, les élèves peuvent aller dans plusieurs ateliers et ainsi découvrir diverses activités avant de commencer réellement l'apprentissage d'une profession. Selon Dethou, un élève peut passer un peu de temps à « chercher sa voie », jusqu'à ce qu'il ait rencontré le métier qui convient le mieux à ses aptitudes et à ses goûts⁶⁰. Enfin, à la Chambre des députés, Dethou intervient également sur la question scolaire et soutient les projets en faveur de l'instruction gratuite, laïque et obligatoire; mais lors des discussions qui ont lieu en 1877, il souhaite également qu'on réserve « une large part à l'organisation des écoles mixtes pour les deux sexes », proposition repoussée par ses collègues⁶¹.

57. *Idem*, p. 762.

58. Arch. dép. Yonne (Archives départementales de l'Yonne), 2 O 585, brochure *L'Apprentissage – Projet présenté par M. Dethou*, Auxerre, Impr. Gallot, s. d. [1874], p. 1.

59. Arch. dép. Yonne, 2 O 585, dossier sur l'école de Bléneau.

60. *Annales de la Société d'économie politique*, XV, 1885-1887, séance du 4 février 1887, p. 489-490.

61. *La Presse*, 12 février 1877.

Il est donc possible de retrouver dans l'action de Dethou un certain nombre de principes et de propositions que l'on peut relier à ses convictions fouriéristes : l'égalité entre les garçons et les filles ; l'importance accordée aux apprentissages pratiques, en alternance avec la formation théorique ; la possibilité laissée à l'élève de se familiariser avec plusieurs activités avant d'en choisir une ou deux ; et enfin, l'importance accordée aux exercices physiques et à l'épanouissement corporel⁶².

*

Les fouriéristes tentent pendant une grande partie du XIX^e siècle de promouvoir et d'appliquer des pratiques éducatives inspirées des travaux de leur maître. Ils veulent rendre l'école attrayante, valoriser les activités manuelles, élaborer une pédagogie reposant sur la curiosité de l'enfant, développer le corps autant que l'esprit. À la différence de Fourier, toutefois, ils admettent le cadre de la classe comme lieu d'apprentissage, même s'ils favorisent la sortie hors de l'école.

Ils partagent ces objectifs, ou au moins une partie d'entre eux, avec d'autres partisans d'une rénovation de l'enseignement ; cette proximité favorise des collaborations dont témoigne la *Revue de l'éducation nouvelle*. Comme les milieux philanthropiques, ils portent une attention particulière aux enfants pauvres et encouragent l'ouverture de crèches, de salles d'asile, de colonies, etc. Ils s'efforcent ainsi de disséminer les idées de Fourier, dont certaines se fondent dans les différents mouvements de rénovation pédagogique.

Cependant, ils envisagent les changements nécessaires dans l'éducation des enfants à l'intérieur d'une réorganisation plus globale de la société. La formation de l'enfant ne peut s'améliorer que si les conditions sociales et économiques sont réformées, déclare Delbruck ; et la rénovation pédagogique participe elle-même à l'avènement de nouveaux rapports sociaux, selon Jouanne.

À la fin du Second Empire et au début de la Troisième République, ces perspectives semblent peu à peu s'éloigner et la plupart des fouriéristes – Dethou constituant une exception relative – se convertissent à des objectifs qui ne sont plus ceux de l'école attrayante ou de l'alternance des activités manuelles et des activités intellectuelles, mais qui consistent à étendre la scolarisation et à rendre l'école gratuite, laïque et obligatoire. Les forces fouriéristes se sont diluées dans le mouvement démocratique et républicain.

*Bernard Desmars est maître de conférences
en histoire contemporaine à l'université de Lorraine,
membre du Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire*

62. Sous le Second Empire, après son retour d'exil, Dethou ouvre dans son domaine « un gymnase où il reçoit la jeunesse des deux sexes », Arch. dép. Yonne, 3 M 1/170, délibération du Conseil départemental de l'instruction publique, séance du 21 août 1856.